

**Avis : « De nouveaux leviers d'action pour renforcer la cohésion régionale :
une impérieuse nécessité »**

Déclaration des groupes CGT, FSU, Solidaires

Le constat porté par l'avis sur les « vulnérabilités » de notre territoire régional est sans appel : « nouvelles formes de pauvreté, isolement des personnes, taux de chômage supérieur à la moyenne, accroissement des écarts de richesse, inégalités sociales, ségrégation territoriale, difficultés d'accès au logement, échec scolaire, recul du collectif, inadaptation du système éducatif, montée du communautarisme, défaillance de l'action publique, etc. »

Mais il aurait mérité un développement plus prospectif sur les conséquences à terme de ses évolutions. Que deviendra notre région si les inégalités sociales et territoriales continuent de croître, si les richesses continuent de se concentrer et la pauvreté de se développer ? Quelles transformations économiques, sociales et environnementales seraient nécessaires pour y remédier ? Comment s'attaquer véritablement aux racines du mal ? Quelles mesures immédiates de court terme et quelles exigences à plus long terme ?

Malheureusement ces « vulnérabilités » s'aggravent et s'aggraveront encore en raison du manque de véritable volonté politique d'y porter remède. Sur tous ces enjeux, l'État, la Région, l'ensemble des collectivités territoriales devraient agir ensemble de toute urgence afin de mener des actions en faveur de la création d'emploi ; du développement industriel (en allant au-delà des déclarations d'intention) ; de la lutte contre la précarité, source de pauvreté ; du maillage du territoire par des services publics dotés de moyens humains nécessaires à l'accomplissement de leurs missions ; d'une répartition des richesses au bénéfice de ceux qui les créent (les travailleurs) ; de la construction de logements sociaux de qualité avec des loyers abordables ; de la valorisation du vivre ensemble en déployant dans les zones défavorisées des moyens favorisant l'insertion et la lutte contre les communautarismes ; de la lutte contre l'échec scolaire ; du développement de l'éducation populaire ; du développement de transports collectifs publics adaptés aux besoins des populations...

Tout cela est affaire de choix politique et de choix dans l'utilisation de l'argent public.

L'avis est porteur de propositions d'actions immédiates que nous partageons en partie.

Même si nous aurions souhaité aller beaucoup plus loin dans des propositions de rupture pour non seulement renforcer la cohésion régionale mais aussi agir pour un monde plus juste, plus solidaire, plus fraternel, les groupes CGT, FSU et Solidaires voteront l'avis.